

Nouveau consensus européen pour le développement: l'UE et ses États membres signent une stratégie commune pour éliminer la pauvreté



L'Union européenne et ses États membres ont signé aujourd'hui un plan stratégique décrivant l'avenir de la politique européenne de développement. Ce "nouveau consensus européen pour le développement" représente une nouvelle vision collective et un nouveau plan d'action pour éradiquer la pauvreté et à parvenir à un développement durable.

La stratégie conjointement développée, sous la forme d'une déclaration commune, a été signée aujourd'hui au cours des deux journées européennes annuelles pour le développement par le Premier ministre de Malte, Joseph **Muscat**, au nom du Conseil et des États membres, par le président de la Commission européenne, Jean-Claude **Juncker**, par la haute représentante/vice-présidente, Federica **Mogherini**, et par le président du Parlement européen, Antonio **Tajani**.

Le nouveau consensus européen pour le développement constitue un cadre commun global pour la coopération européenne au développement. Pour la première fois, il s'applique dans son intégralité à toutes les institutions de l'Union européenne et à tous les États membres, qui s'engagent à travailler plus étroitement ensemble.

Le nouveau consensus réaffirme fermement que l'élimination de la pauvreté demeure l'objectif principal de la politique européenne de développement. Il intègre totalement les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable. Ce faisant, il harmonise l'action européenne de développement avec le [programme de développement durable à l'horizon 2030](#) qui représente aussi une dimension transversale de la stratégie globale de l'UE.

Les dirigeants européens se sont engagés sur trois domaines:

1. Ils reconnaissent des **liens intrinsèques** entre les différents éléments d'une telle action. Cela comprend le développement, la paix et la sécurité, l'aide humanitaire, la migration, l'environnement et le climat, ainsi que des éléments transversaux tels que: les jeunes; l'égalité entre les sexes; la mobilité et la migration; l'énergie durable et le changement climatique; l'investissement et le commerce; la bonne gouvernance; la démocratie; l'État de droit et les droits de l'homme; l'engagement novateur avec les pays en développement plus avancés; et la mobilisation et l'utilisation des ressources intérieures.
2. Le nouveau consensus comprend en outre une approche globale des moyens de mise en œuvre, **combinant l'aide traditionnelle au développement avec d'autres ressources**, ainsi que des politiques solides et une approche renforcée de la cohérence politique, rappelant que la coopération au développement de l'UE doit toujours prendre en compte les propres efforts de tous les pays partenaires. Le consensus fournit la base pour que l'UE et ses États membres s'engagent dans davantage de formes innovantes de financement du développement, mobilisant les investissements du secteur privé et des ressources nationales pour le développement.
3. L'UE et ses États membres permettront de créer des **partenariats plus adaptés** avec un large éventail d'acteurs, y compris la société civile et les pays partenaires à tous les stades de développement. Ils permettront d'améliorer leur mise en œuvre sur le terrain en travaillant mieux ensemble et en tenant compte de leurs avantages comparatifs respectifs.

Contexte

L'Europe est un leader mondial du développement, étant le plus grand fournisseur d'aide publique au développement de la planète. Le nouveau consensus européen pour le développement a été conjointement décidé par toutes les institutions européennes et tous les États membres de l'UE de manière ouverte et transparente, et en consultation avec d'autres partenaires.

C'est la réponse de l'UE aux tendances et aux défis mondiaux actuels, alignant l'action extérieure de l'UE sur le programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le programme de développement durable à l'horizon 2030 a été adopté par la communauté internationale en septembre 2015 et comporte en son centre les 17 objectifs de développement durable et cibles associées, qui courent jusqu'en 2030. Avec les autres sommets et conférences internationaux tenus en 2015 à [Addis-Abeba](#) et à [Paris](#), la communauté internationale a un nouveau cadre ambitieux pour que tous les pays travaillent ensemble sur des défis communs. Pour la première fois, les objectifs de développement durable sont universellement applicables à tous les pays, et l'UE s'est engagée à être l'un des chefs de file concernant leur mise en œuvre.

Le 22 novembre 2016, la Commission européenne a [proposé ses idées](#) pour une approche stratégique permettant d'atteindre un certain niveau de développement durable en Europe et dans le monde, y compris une proposition de la Commission pour un nouveau consensus. Depuis lors, le Parlement européen, le Conseil sous présidence maltaise, et la Commission se sont engagés dans une série intensive de discussions interinstitutionnelles visant à convenir d'une nouvelle vision collective pour la politique de développement, répondant au programme de développement durable à l'horizon 2030 et à d'autres défis mondiaux.

L'Europe est un précurseur dans le domaine du développement durable et du programme de développement durable à l'horizon 2030, grâce aux politiques qu'elle mène notamment à l'extérieur.

Voir également

Déclaration commune du président du Parlement européen, Antonio Tajani, du président du Conseil de l'Union européenne, Joseph Muscat, du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-présidente de la Commission européenne, Federica Mogherini.

- [Joint statement on the adoption of the new European Consensus on Development](#)
- [Consensus européen pour le développement](#)

Bureau de presse - Secrétariat général du Conseil de l'UE

Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUXELLES - Tel.: +32 (0)2 281 6319

press@consilium.europa.eu - www.consilium.europa.eu/press